

Editorial

NOS LUTTES... VERS DE NOUVEAUX HORIZONS...



Salwa KENNOU SEBEI
Présidente de l'AFTURD

Un regard sur la période 2013-2016 montre que l'AFTURD qui a plus d'un quart de siècle d'existence, a consolidé sa position d'acteur majeur dans la société civile et dans la recherche et l'action féministe.

La Tunisie s'est dotée d'une nouvelle Constitution qui, grâce aux luttes des femmes et des démocrates a constitué une avancée dans les droits humains et l'égalité entre les sexes. L'AFTURD a contribué à la dynamique qui a permis l'émergence de cette Constitution par la mobilisation à divers niveaux : par un travail de sensibilisation, d'éducation, de plaidoyer, de production d'outils (études, guides, dépliants, spots, ...) pour créer un débat, faire connaître, défendre nos droits, et contrecarrer les adversaires.

L'AFTURD a développé aussi une vigilance citoyenne tout au long de l'écriture de la Constitution que ce soit par l'organisation de débats ou par la participation aux manifestations de rue qui avaient pour objectif de défendre le projet démocratique avec pour référentiel les valeurs universelles et les droits des femmes.

Les élections législatives et présidentielles de 2014 ont été une opportunité pour l'AFTURD pour inciter les femmes à s'impliquer dans le processus électoral, observer les élections dans diverses régions du pays selon une approche genre, étudier les obstacles et les opportunités offertes aux candidates et documenter le processus.

Dans la perspective des élections municipales, notre association s'est engagée à vulgariser les apports de la Constitution concernant le pouvoir local dans l'objectif d'encourager, de développer la participation des femmes dans les structures de la gouvernance locale. A cet effet, un guide sur « Le pouvoir local dans la Constitution 2014 » a été publié et mis au service des militantes et militants des droits citoyens.

L'AFTURD qui, depuis 10 ans, s'est engagée dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes a continué sur cette lancée en développant une stratégie à plusieurs volets : appuyer le projet de la loi intégrale de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles, renforcer le travail d'écoute et d'orientation des guichets, développer un nouvel axe de recherche et de collecte de données en réseau sur la violence faite aux femmes, développer de nouveaux outils de sensibilisation et étendre cette action dans les régions. Cette expérience a permis à l'AFTURD d'être tout à fait indiquée pour prendre en charge la gestion du premier centre national d'hébergement des

femmes victimes de violence relevant du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance.

Fidèle à sa mission qui est de réduire les inégalités entre les hommes et femmes, l'AFTURD malgré ses moyens limités, a renforcé son action dans les régions par la formation des acteurs locaux (femmes et hommes) dans le domaine sociopolitique.

Quand au domaine socio économique l'AFTURD a contribué à renforcer l'empowerment des femmes à l'échelle individuelle et à l'échelle collective en accompagnant les femmes rurales en particulier dans la création d'associations ou la création de projets économiques. Elle a également mis son expertise au service d'associations locales notamment pour organiser des femmes agricultrices en groupements de développement agricole.

Compte tenu de la diversité et de la l'ancrage des interventions de l'AFTURD dans la réalité tunisienne, la nécessité de réfléchir sur les approches et les concepts s'est imposée à nous. Nous avons été amenée à réfléchir sur : Qu'est-ce qu'une recherche-action féministe ?

Qu'est-ce qu'une recherche et une collecte de données sur les FVV ?

Qu'est-ce que la justice transformative ?

Qu'est-ce que le leadership transformateur ?

Quelles sont les nouvelles formes de militantismes dans le nouveau contexte du pays ?

Cette réflexion nous a permis de faire le lien entre notre projet scientifique, de connaissance, d'accumulation de savoir, et notre projet politique de transformation des rapports de domination masculine et d'instauration de la culture de l'égalité.

Dans cette démarche, le travail en réseau a été une ressource importante pour échanger, partager les expériences, mutualiser les efforts et construire des projets en commun. Par ailleurs le contexte a permis à l'AFTURD d'établir de nouveaux rapports avec les institutions (notamment le MFFE et l'ONFP) sur une base plus claire et avec un partage des rôles qui respecte notre autonomie. Dans chacun des projets nous avons essayé de documenter l'approche et le processus et de produire des publications et des outils pour la visibilité de l'AFTURD, la durabilité des expériences et pour l'échange et la diffusion.

Les projets réalisés ou largement engagés pendant cette période ont bénéficié de l'appui d'organisations amies qui croient dans la cause des femmes et dans notre engagement et qui ont mis à notre disposition des ressources.

I- Présentation de l'AFTURD

Militantisme et intervention dans les régions après la révolution

Créée : 13 janvier 1989

Mission :

Promouvoir la culture de l'égalité et de la citoyenneté effective des femmes

Essentiellement à travers :

- Les études
- Le plaidoyer
- La formation et la sensibilisation
- Recherches-Actions

Après le 14 janvier 2011:

De nouveaux enjeux, de nouveaux défis :

- Adapter nos interventions pour mieux répondre aux besoins urgents du pays : alphabétisation juridique des femmes/ économie et emploi, présence dans les régions défavorisées..
- Participer à la mobilisation en faveur des droits humains et des droits des femmes...
- Repenser le développement avec les femmes et pour les femmes
- Encourager la participation des femmes à la conception et à la réalisation des projets de développement

II-Présence dans les régions

III- Champs d'intervention

- Centre d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des familles ayant subi des dégâts matériels et des violences psychologiques et morales
- Echange et formation:
 - Réseautage avec les OSC locales
 - Mise à la disposition de l'espace pour les nouvelles associations locales
 - Formation /AFARD (communication politique), ...
 - Action de solidarité avec les Kasserinoises
- Justice transitionnelle :
 - Etat des lieux de la situation juridique des dossiers des familles des martyrs et des blessé(e)s de la Révolution dans le gouvernorat de Kasserine/
 - Service d'aide légale/ASF
 - Pour une justice transitionnelle centrée sur les victimes/ Information et orientation effective des victimes
- Promotion du leadership transformateur des femmes en Tunisie/
 - Sensibilisation aux droits socio- économiques, culturels et politiques des femmes – jeunes – nouvelles approches ...
 - Financement en cascades
- Centre TAMKIN pour l'hébergement et l'auto-nomisation des femmes victimes de violences

AFTURD dans les régions



MEMBRES DU BUREAU DIRECTEUR



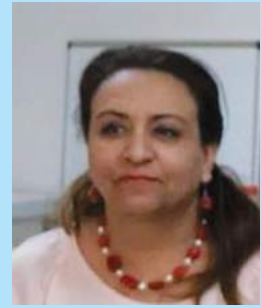
Salwa KENNOU
Présidente



Khadija Ben Hassine
Secrétaire Générale



Samia BOUSLAMA
Trésorière



Karima SAÏDI
Chargée de la formation



Ismahane BEN TALEB
Chargée de la recherche



Zohra BOUGUERRA
Chargée de la communication



Mounira HAMMAMI
Chargée de l'animation culturelle

EQUIPE DE GESTION



Aïcha FATHALLAH
Directrice de l'espace Tamkin

MEMBRES DU STAFF



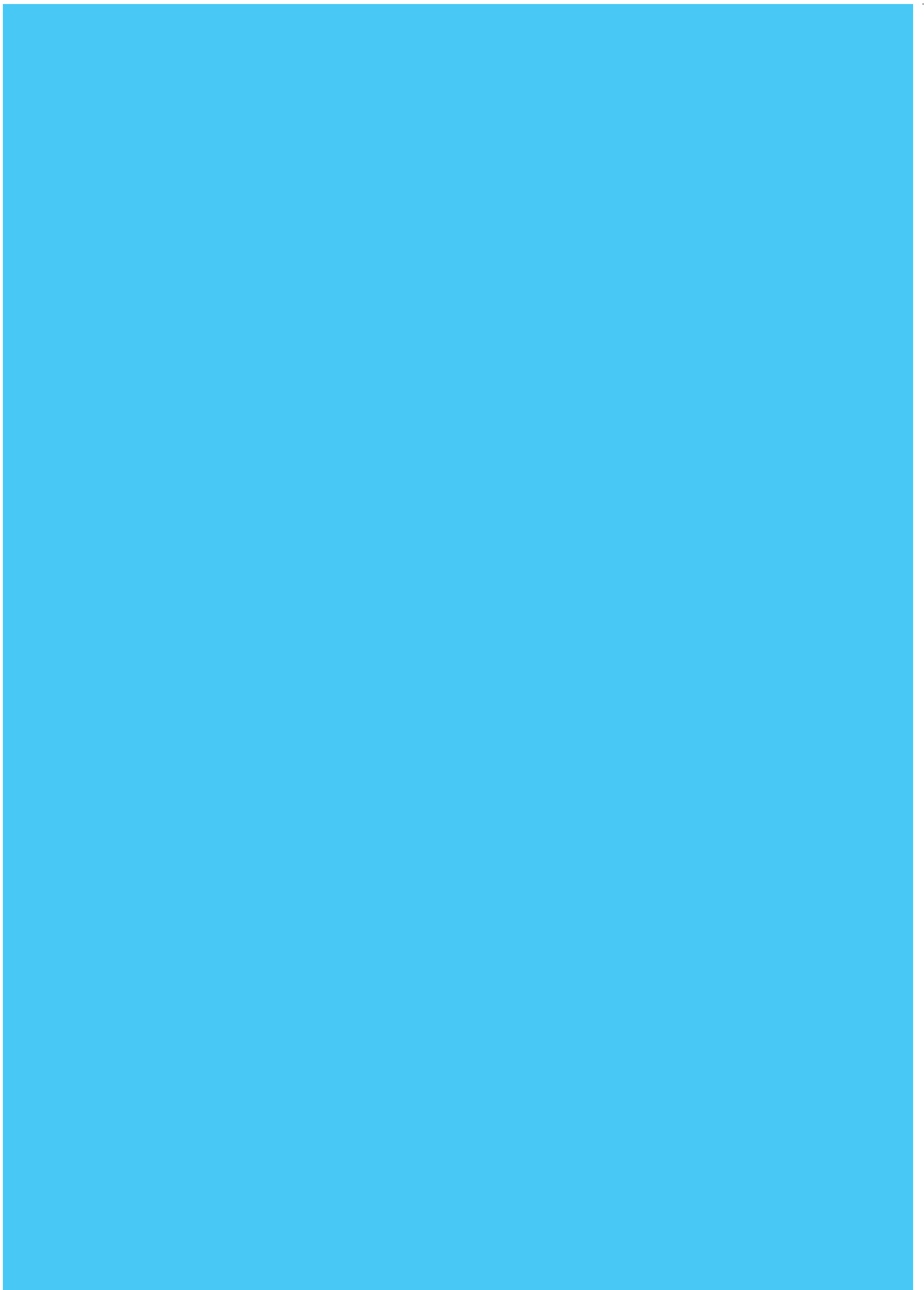
Ilhem KAOUACH



Héla BEN YAHMED



Lobna ROMDHANE



SOMMAIRE

Participation politique et citoyenne.. Jamais sans les femmes !

La CEDAW : Pour une égalité sans réserves

Participation et vulgarisation de la Résolution 1325

Aux urnes Citoyennes !

Formation par les Pairs

Moucharaka

Lutte contre les violences faites aux femmes

Espace Tanassof,

La collecte de données sur les violences

Edu-tainment

Espace Tamkin

Genre et empowerment économique

Centre Femmes et solidarité (Jendouba)

Les femmes d'El Feïja

Genre et justice

Justice transitionnelle

Recherche et production d'outils

Recherche action Jendouba

Recherche égalité dans l'héritage

Projet conjoint AFTURD université de Lausanne

Documents et ouvrages imprimés

Nos Partenariats

Les conventions

Les réseaux et les coalitions

Rayonnement de l'AFTURD à l'étranger

Pour celles qui nous ont quittées

L'AFTURD fête ses 25 ans de combat



جمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية
L'Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement

Organise

Une journée d'étude consacrée à la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW)

Pour une égalité sans réserves Pour un dialogue sans amalgame



Vendredi 25 Avril 2014
à l'Hôtel Golden Tulip El Mechtel

- Journée de présentation du guide / 25 avril Tunis
- Atelier 1 : exploitation et diffusion / 24 mai Jendouba
- Atelier 2 : exploitation et diffusion / 24 mai Kasserine
- Atelier 3 : exploitation et diffusion / 06 juin Sfax
- Atelier 4 : exploitation et diffusion / 14 juin Le Kef

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

THEME 1
Participation politique
et citoyenneté

La CEDAW : Pour une égalité sans réserves

Equipe du projet :

Mounira HAMMAMI
Salwa KENNOU
Héla BEN YAHMED
Ismahane BEN TALEB

Expertes :

Monia EL ABED
Amel GRAMI

Depuis plusieurs années et en tant que composante du Collectif 95, l'AFTURD a pris part et de manière active à la campagne appelant à la levée des réserves par la Tunisie et les autres pays du Maghreb contre la CEDAW. (« Egalité sans réserves ») Plus récemment, l'AFTURD s'est impliquée dans l'action inter-associative aux côtés de l'ATFD, Egalité/Parité, la LTDH, Doustourouna, ... pour dénoncer les manœuvres de certains partis extrémistes et leurs tentatives de revenir sur la levée des réserves annoncées par le Gouvernement C. Essebsi le 24 octobre 2011. Cette action a été aussi l'occasion d'appeler à la notification par le Gouvernement de M. Jomaâ de la levée des réserves à l'ONU.

Pour renforcer ces actions, l'AFTURD a ressenti le besoin d'aller plus loin dans le plaidoyer, la formation et la sensibilisation à la CEDAW.

Période de réalisation :

2013/2014

Objectifs

- Faire connaître la Convention ;
- Dénoncer les manœuvres de certains partis extrémistes (campagne de dénigrement, tentatives pour revenir sur la levée des réserves annoncées par le Gouvernement C. Essebsi en 2011...) ;
- Renforcer l'action de plaidoyer menée par la société civile ;
- Faire pression pour parvenir à la notification par le Gouvernement de M. Jomaâ de la levée des réserves à l'ONU.

Démarche et activités

Le programme s'articule autour de 4 grands axes :

- Axe 1 : Elaboration d'un guide en vue de mettre en lumière l'articulation très nette entre plusieurs articles de la CEDAW et les dispositions de la législation tunisienne et de démontrer le caractère irrecevable des arguments critiquant la Convention ;
- Axe 2 : Session de présentation du guide et de sensibilisation au profit des adhérent(e)s et des partenaires de l'AFTURD ;

- Axe 3 : Sessions de formation de relais régionaux en vue de leur donner les moyens de diffuser le texte et les arguments qui l'accompagnent ;
- Axe 4 : Sessions de sensibilisation et de vulgarisation dans les régions en vue de donner une dimension nationale à notre action.

Résultats de ce travail

- Un guide élaboré et diffusé à grande échelle
- Neuf régions impliquées à travers les ONG locales partenaires
- Tunis- Jendouba-Le Kef- Kasserine- Gafsa- Sidi Bouzid- Jeunes SAWA- AF-TURD- Association IBSAR.
- Participation active à l'action inter-associative pour faire lever les réserves



Participation et vulgarisation de la Résolution 1325

Equipe du projet

Radhia Bel Hadj Zekri, Khadija Ben Hassine, Fethia Saidi, Jinane Limam et Aicha Guellouz

Partenaire

WILPF (Women's International League for Peace and Freedom) / Ligue Internationale des Femmes pour la Paix

Date de réalisation

Le projet a été lancé en 2014. Sa mise en œuvre s'est poursuivie jusqu'à la fin 2015

Objectifs

Les différentes activités réalisées dans ce projet ont pour objectifs de :

- Etablir un état des lieux des principaux acquis juridiques et sociaux enregistrés en faveur de la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décision, mais aussi mettre en évidence les lacunes et les obstacles institutionnels, politiques et socioculturels qui entravent la mise en œuvre effective de ces acquis
- Stimuler et accompagner les politiques d'intégration des femmes dans la sphère politique
- Développer une opinion publique favorable à la présence des femmes dans les postes de décision, et mobiliser une société civile vigilante pour revendiquer les droits et les libertés des citoyennes et des citoyens.

Démarche et activités

Les composantes du projet sont :

1. Une étude portant sur :

- l'état des lieux de la participation politique des femmes en Tunisie
- les obstacles qui entravent leur participation effective
- les différents acteurs clés agissant pour promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision à différents niveaux ainsi que les actions de plaidoyer de lobbying menées par ces derniers pendant ces trois dernières années, les innovations se rapportant à la thématique, les différentes stratégies déployées et les supports produits à cet effet..

Cette étude a abouti à des recommandations sur le cadre juridique afin de l'améliorer et de prévenir les injustices électorales et les violences basées sur le genre dans les échéances à venir (municipales et régionales).

Cette étude a permis également de dégager des pistes de travail au sein du réseau associatif pour accroître la participation des femmes dans les postes et les instances de décision.

2. Des ateliers de formation et sensibilisation auprès des activistes de la société civile, des élues, les futures candidates sur :

- la résolution 1325
- la participation politique des femmes
- le projet de loi anti terroriste
- la gouvernance locale



Résultats de ce travail

- Trois ateliers de sensibilisation et de réflexion ont été réalisés
 - Mars 2015 : Atelier « Femmes et gouvernance locale »
Atelier de formation de relais régionaux, pour organiser des journées de sensibilisation sur « Femmes et gouvernance locale » au niveau des régions (Jendouba, Kef, Kasserine Béja et le Grand Tunis)
 - Avril 2015 : Atelier de réflexion sur le thème « La loi terroriste entre les urgences sécuritaires et le respect des droits de l'homme » en présence de parlementaires, magistrats, experts sécuritaires et représentants de la société civile
 - Novembre 2015 : Atelier de réflexion : Vers la participation égale des femmes dans les instances élues. Présentation de l'étude réalisée par AFTURD
- Une étude intitulée *Participation des femmes à la vie politique en Tunisie* : perceptions et entraves a été réalisée et publiée en deux fascicules en français, arabe et anglais

Aux urnes Citoyennes !

Equipe du projet

Mounira HAMMAMI
Lobna ROMDHANE

Expert-e-s :

Hasna BEN SLIMAINÉ
Souhir FOURATI
Afef MARRAKCHI
Issam BEN HASSAN



Période de réalisation

2014/2016

Une prolongation en 2017 est prévue

Partenaires

Fondation Friedrich Ebert

Objectifs

- Sensibiliser aux enjeux du pouvoir local et de l'intégration de l'approche genre
- Défendre le point de vue de l'AFTURD en participant aux consultations régionales et nationales de la SC sur les projets de loi électorale et du Code des collectivités locales
- Accompagner les femmes dans le processus électoral des régionales et des municipales
- Favoriser l'accès des femmes et des jeunes filles aux instances élues
- Elargir le réseau des associations locales et des institutions publiques partenaires
- Apporter le soutien et la formation nécessaires aux ONG locales et aux journalistes des radios régionales pour qu'elles (ils) jouent leur rôle d'information et de sensibilisation
- Démarche et activités

Le programme s'articule autour de 4 grands axes

- Axe 1 : Conception et élaboration des documents de référence et des outils de formation
- Axe 2 : Session de présentation et de discussion du matériel élaboré

- Axe 3 : Sessions de formation de relais régionaux en vue de leur donner les moyens d'intervenir auprès de leurs adhérent-e-s
- Axe 4 : Sessions de sensibilisation et de vulgarisation dans les régions en vue de donner une dimension nationale à notre action.

Résultats de ce projet

- Un ouvrage de référence «*Le pouvoir local dans la Constitution*»
- Un guide de formation de formateurs sur la loi électorale et le Code des collectivités locales élaboré
- 12 régions impliquées à travers les ONG locales partenaires :
Tunis - Sfax - Mateur - Le Kef - Kasserine - Gafsa - Jeunes AFTURD - Meknassi-Kerkenna - Douz - Dar Allouche - Jebeniana - Béja
- Deux établissements scolaires (El Hrairia et El Menzah 9)
- 20 journalistes formés

TEMOIGNAGES



LEYLA HASSEN EBERT

La coopération entre AFTURD et FES existe depuis les années 90, et n'a jamais failli.

Après la révolution, le développement des activités de l'AFTURD en partenariat avec la FES est allé dans le sens des libertés et de la protection des droits de la Femme.

L'AFTURD a fait un travail considérable dans les régions avec les femmes rurales, mais aussi pour les femmes en politique. L'accompagnement de l'équipe de la FES (Yasmine Salhi et Leyla Hassen) a été un réel plaisir et succès et toujours avec l'encouragement du Représentant Résident.

Le choix des thématiques a toujours été pertinent et proche de l'actualité.

Les élections, la CEDAW, la participation des femmes en politique...

Enfin, nous félicitons notre partenaire, représenté par Madame Salwa Kennou, pour la gestion

du centre d'accueil TAMKIN, pour les femmes victime de violence et notre principale interlocutrice Madame Mounira Hamami, toujours dévouée à la cause des femmes.



Formation par les Pairs (étudiant-e-s relais) Pour une Transition Démocratique Réussie

Equipe de travail

Salwa KENNOU
Karima SAIDI
Hela BEN YAHMID



Objectif du projet

Promouvoir la culture citoyenne et des droits humains dans le milieu universitaire

Renforcer l'engagement citoyen des étudiant(e)s pour la transition démocratique en Tunisie

Objectifs spécifiques

1/ créer des clubs dynamiques de citoyenneté et de droits humains dans cinq universités tunisiennes.

former des groupes d'étudiantes et d'étudiants relais pour assurer la diffusion des valeurs de la démocratie, de la justice sociale, du vivre ensemble, auprès de leurs camarades et dans leurs entourages.

Activités

1/ organisation d'un cycle de formation pour les étudiant(e)s relais, sur les questions citoyennetés et les droits humains et sur les techniques de communication.

2/ création de 5 clubs universitaires de citoyenneté des droits humains.

3/ création d'une radio étudiante dans chacun de ces clubs.

4/ réalisation de 5 clips (un par club)

5/ développement d'un site web commun aux cinq clubs

6/ réalisation d'une campagne d'éducation citoyenne par chaque club.

« Mosharaka : Renforcer les réseaux régionaux pour les jeunes et promouvoir les droits humains et leur participation démocratique »

Equipe du Projet

IMEN HAMZA
HELA BEN YAHMED

Présentation :

Le projet Mosharaka (participation) est un projet de trois ans exécuté en partenariat avec Equitas et financé par la Fondation Ford et l'union européenne. Le projet tirera parti du rôle vital qu'ont joué les jeunes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord et aidera à l'intégration des jeunes en tant que participants actifs et efficaces dans l'avancement de la démocratie, l'égalité et les droits et libertés fondamentaux dans leur société.

Le projet aidera les jeunes, incluant les jeunes femmes, à comprendre et utiliser des approches fondées sur les droits humains afin de promouvoir l'égalité, la diversité, la non-discrimination et l'accès à la justice pour les jeunes. Mosharaka a lieu en Tunisie, en Egypte, en Jordanie, au Maroc et au Yémen.

Grace à des activités de formation orientées vers l'action, impliquant au moins 200 jeunes par pays, le projet travaillera au développement d'objectifs régionaux communs et inclusifs pour les jeunes

Objectifs de l'action

Renforcer la capacité de 125 jeunes leaders (surtout des jeunes femmes et des jeunes marginalisés victimes de discrimination) d'utiliser les normes internationales, mécanismes et approches des droits humains, pertinents, particulièrement l'Examen périodique universel.

Résultats escomptés de l'action

- Etablir des réseaux et renforcer la capacité à engager et mobiliser les jeunes à appuyer la promotion des droits humains et améliorer leur participation démocratique
- Consolider un mouvement de jeunes capables de supporter et d'offrir leur solidarité à leurs contreparties régionales des autres pays où la participation des jeunes est encore plus difficile
- 4 Initiatives jeunes de mobilisation et de plaidoyer
- Portail des droits des jeunes

Réalisations : Initiatives jeunes

- « FORSA »/Opportunité- Après avoir réalisé un film sur les causes et conséquences de la consommation des drogues et le manque des structures d'insertion sociale pour les jeunes touchés par ce fléau, les jeunes ont animé une dizaine de sessions de sensibilisation et de discussion sur les droits sociaux et économiques.

- « WASSEL SOUTEK »/Fais entendre ta voix- Les jeunes ont d'abord organisé une session de formation de formateurs intitulée « la bonne gouvernance locale et la démocratie participative ». Durant cette session, les participants-es au nombre de 16 ont discuté des défis liés à la bonne gouvernance locale et la démocratie participative et ont renforcé leur compréhension du cadre théorique et juridique de celles-ci.

-Réseautage autour de l'Examen Périodique Universel- Après la session de formation régionale sur l'EPU, les jeunes ont identifié les associations tunisiennes qui contribuent à la rédaction de la contribution des parties prenantes. Les jeunes ont par la suite écrit un rapport sur leurs démarches, mettant en lumière ce qu'ils ont appris de leurs discussions avec les représentant-e-s de ces associations et des recommandations basées sur leur expérience de mise en œuvre de leurs projets.

STOP VIOLENCE
STOP TERRORISM



THEME 2
Lutte contre les violences
faites aux femmes

Espace TANASSOF

Tanassof ; une réponse aux besoins exprimés des femmes et des filles victimes de violences

Equipe de l'Espace Tanassof

Hela Ben Yahmed - Coordinatrice de Projets chargée des Guichets

Lobna Romdhane - Chargée de l'écoute et de la communication

Maitre Asma Farah - Avocate

Malika Horchani, Alia Belkadhi Maaouia - Aroua Bouzid - Psychologue

Présentation

L'Espace Tanassof, fondé depuis 2001 dans le cadre du Projet « Actions positives pour les droits à la citoyenneté des femmes et l'égalité des chances au Maghreb », il abrite des projets et des activités réalisés en partenariat avec la société civile Tunisienne autonome, l'UGTT et des ONG maghrébines et méditerranéennes. Tanassof constitue un véritable laboratoire de l'AFTURD où se réalisent les recherches actions menées par l'association et où s'effectue la concrétisation de ses objectifs. Les bénéficiaires de l'Espace Tanassof sont des femmes en situation de précarité économique et de violences : elles y trouvent l'écoute et l'orientation juridique et psychologique, l'information sur leurs droits humains de femmes, de travailleuses et de citoyennes.

Fonctionnement et réalisations

Des guichets ouverts du lundi au vendredi de 9h à 16h, sont tenus par des expertes spécialisées : écoutantes, avocates, psychologues, et ce pour :

- Le conseil et l'orientation juridique (droit de la famille, droit du travail, droits syndicaux, etc...)
- L'écoute, le soutien et l'orientation psychologique

Une écoute permanente (directe et/ ou téléphonique) est assurée aux demandeuses. Les guichets spécialisés quant à eux, sont programmés hebdomadairement. Les demandes reçues proviennent des diverses régions du pays.

Depuis le début de l'année 2016, Tanassof œuvre en lien étroit avec Espace Tamkin: Centre d'hébergement et d'empowerment des femmes victimes de violences. Tanassof constitue une plateforme d'accueil, d'orientation, d'échange d'expériences et de réseautage avec les différents acteurs et intervenants sur les violences de genre.

L'expérience de Tanassof en termes d'écoute, d'orientation et de prise en charge des femmes et des filles victimes de violences démontre que le vécu de ces femmes et filles met en évidence des rapports sociaux conflictuels (difficultés relationnelles dans la sphère conjugale et/ou familiale et sociale).

Il met en évidence aussi des violences imbriquées et des récidives qui aggravent leurs situations et ont des implications négatives sur leur équilibre personnel les exposant davantage à la précarité et à l'exclusion.

Ceci est d'autant plus pertinent que les besoins exprimés des femmes sont surtout orientés vers les questions relatives à leurs droits et celles d'ordre juridique et judiciaire. Ces mêmes femmes nous répètent souvent qu'elles veulent connaître et obtenir leurs droits et qu'elles ont besoin de consulter une avocate et si l'association peut les prendre en charge et les représenter dans leurs recours en justice.

Les demandes les plus fréquentes concernent notamment la pension alimentaire, la séparation/divorce, le partage des biens, la garde des enfants, les démarches relatives aux plaintes pour violences, aux plaintes adressées au procureur de la république et au juge de la famille.



www.afturd-tunisie.org

تناصف: رفيق وقت الضيق

فضاء إصغاء وتوجيه
للنساء
ضحايا
الانتهاكات
من أجل حماية الحقوق الإنسانية للنساء

شباك استقبال وإصغاء ■ شباك متابعة قانونية ■ شباك متابعة نفسية
من الإثنين إلى الجمعة: من الساعة 9 صباحاً إلى الساعة 13
العنوان: 23 نهج مرسيليا تونس - الطابق 2 - مكتب عدد 10 - الهاتف: 71 240 346
البريد الإلكتروني: afturd@gmail.com

OXFAM

AFTURD - DANNER

La collecte de données sur la violence à l'égard des femmes et des filles

EQUIPE RESPONSABLE

AFTURD :

Mounira HAMMAMI (Coordination)
Dorra MAHFOUDH, Najet ARAARI, Zeineb SAIDANI,
Moufida ABBASSI (Etudes et recherches)

Danner :

Meriem BELLAMINE
Anna Maria MOSEKILDE

Objectifs : Pour engager un débat public sur la question des violences à l'égard des femmes, planifier des campagnes et des actions de plaidoyer, l'AFTURD a besoin d'une base de données quantitative et qualitatives objectives, ventilées par sexe, âge, milieu, etc., qui éclaire sur la nature, la prévalence et l'incidence de toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

Aussi, en partenariat avec l'ONG danoise Danner, l'AFTURD lance en 2014 un programme de collecte de données sur la violence à l'égard des femmes afin de :

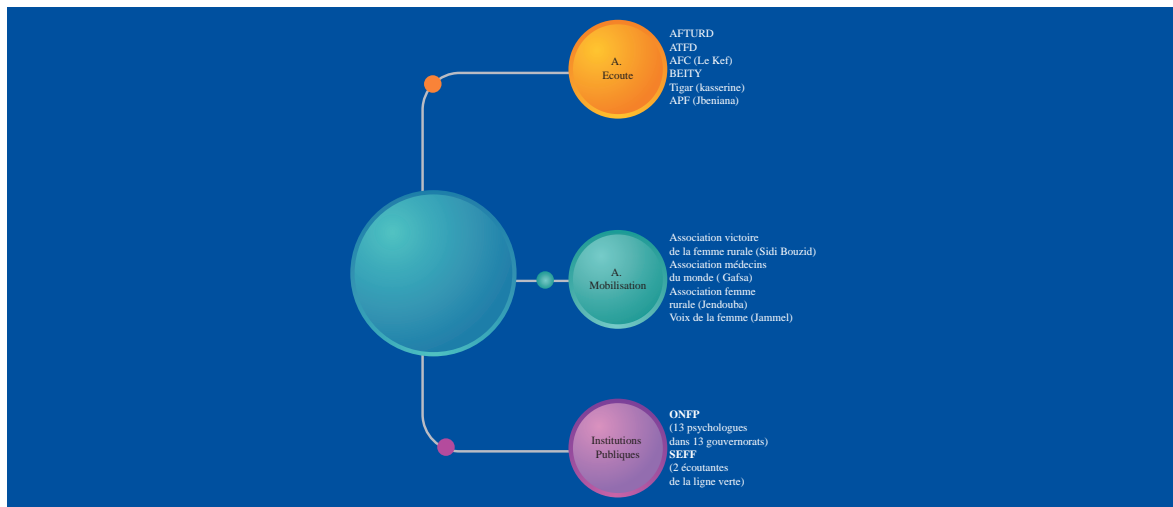
- constituer un réseau d'associations qui travaille dans un cadre commun de partage de l'information
- développer une méthodologie de collecte par l'élaboration d'outils communs
- étudier les possibilités d'une meilleure collecte avec intégration de l'approche genre
- mener une campagne de sensibilisation à l'importance de la collecte de donnée sur la violence de genre
- œuvrer pour la constitution d'un système d'information participatif et partagé, mis à la disposition de tous (une base de données commune)

Dès juin 2014 plusieurs séminaires sont organisés sur « La collecte de données en matière de violence à l'égard des femmes : expériences comparées ». A la suite de ce séminaire, une première ébauche de questionnaire commun a été élaborée qui a été revue par la suite lors d'une réunion organisée avec une dizaine d'associations partenaires. Sur la base des divers questionnaires utilisés par les associations ou institutions un modèle de questionnaire a été mis au point.

PROCESSUS ET REALISATIONS

- La première étape a porté sur l'identification des ONG spécialisées et intéressées pour les sensibiliser à la question et au travail en commun,
- Ensuite nous avons examiné les supports de collecte (Formulaires, fiches, registres, etc.) utilisés par les différents partenaires (tunisiens et danois) et adressé aux femmes victimes de violence visitant ou appelant les centres d'écoute et d'hébergement appartenant aux ONGs ou aux institutions (ONFP et MFFE principalement). Ils ont été analysés pour concevoir des outils de collecte homogènes qui répondent aux attentes des différentes parties et facilitent le partage. Des sessions de formations ont été organisées à Tunis et Sfax
- Deux campagnes de sensibilisation à la collecte des données ont été programmées puis réalisées en 2014 et en 2015. Elles ont suscité un intérêt particulier des acteurs et intervenants pour cette initiative. Malgré la forte mobilisation des personnes et des associations pour les élections législatives et présidentielles

Associations partenaires dans l'expérience de collecte de données sur la violence à l'égard des femmes :



de 2014, le contexte a agi favorablement. La campagne de sensibilisation à la collecte des données sur la violence de genre s'est déroulée au moment de l'élaboration de la nouvelle Constitution de 2014 et du Projet de Loi intégrale sur la violence à l'égard des femmes et des filles

RESULTATS

- Une plus grande sensibilisation à la collecte de manière rigoureuse et régulière et des occasions de partage d'expériences et de bonnes pratiques
- Une meilleure compréhension des concepts et des indicateurs par les acteur.e.s de terrain
- Une meilleure connaissance des rôles des divers intervenants (associations et institutions) en matière de services aux femmes et aux filles victimes de violences
- La constitution d'un réseau comprenant une dizaine d'associations concernées par la violence à l'égard des femmes ainsi que le MAFF qui dispose d'une ligne verte et l'ONFP avec lequel l'AFTURD a signé une convention (Déc. 2014) de partenariat qui associe les psychologues des différentes délégations régionales à la collecte des données et aux campagnes de sensibilisation.
- L'expérience de l'ATURD en matière de collecte de données sur le violence de genre a été présentée lors FSM 2015 au cours de l'atelier sur «Violences faites aux femmes» (27 mars 2015) .
- Une enquête statistique réalisée auprès 200 femmes en 2014 et 150 femmes en 2015 victime de violence et rapports sur les données collectées au cours des deux campagnes.



Since 2014 Danner and AFTURD have been engaged in partnership activities on Gender Based Violence, with a particular focus on documentation of violence. This partnership is highly appreciated by Danner, as we share the same visions in terms of ending gender based Violence, as well as a shared understanding that in doing so we need to work transnationally. In our partnership activities AFTURD seeks to achieve its objectives in a participatory manner, seeking dialogue and inclusion, ensuring regional outreach and inclusion of youth – much to our inspiration. AFTURD; its staff and activists have shown great commitment in working to prevent Gender Based Violence. With its focus on both research and documentation as well as on providing protection and rehabilitation at TAMKIN Shelter, AFTURD has developed solid experience beneficial not only to women subjected to violence, but also for other women's rights organisations working to eliminate Gender Based Violence

Kindly
Anna-Maria Mosekilde
Videnskonsulent

Edutainment Ecouter et débattre Agiissons pour le changement

Coordinatrice de Projet :

Hela Ben Yahmed

Facilitatrices et facilitateurs :

Karima Saidi, Mohamed Abidi,
Fadhila Melliti, Amira Hidri,
Houcine Haji, Souad Fadhlou

Supporters:

Lobna Romdhane, Saida Chelly,
Ines Chikaoui, Amel Abidi,
Hanen Mahjoubi

Recenseuses et recenseurs :

Ismahène Ben Taleb, Anis Bouslimi,
Hanen Mahjoubi, Menana Zitouni,
Ibtisem Bejaoui, Mounira Hammami,
et Salwa Kennou

L'AFTURD, étant une association qui lutte pour la concrétisation des droits humains des femmes, a participé au Projet Ecouter et débattre, agissons pour le changement, réalisé en partenariat avec OXFAM. Le projet a en fait constitué une réelle opportunité en vue de l'association pour tester un nouvel outil de sensibilisation sur les droits humains des femmes, pour le changement des perceptions et des attitudes quant aux rapports de genre et de collecte de données quantitatives et qualitatives liées à la question de la justice de genre. Le projet avait essentiellement comme objectifs de prouver l'efficacité des fictions radiophoniques et de l'approche ludo-éducative pour lutter contre la violence faite aux femmes, pour défendre la santé sexuelle et reproductive et d'autres questions relatives aux droits des femmes et à l'égalité des sexes, pour encourager les changements de comportement social. Tester et renforcer la stratégie de l'Edutainment, du World Citizen Panel, et d'Influencing du programme Safe Spaces et Influencer positivement les perceptions et les attitudes concernant la violence à l'égard des femmes et des filles.

Le projet se base sur un produit égyptien (une série radiophonique). Cette série radio «Worth a 100 men» («Be 100 Raguel» en arabe), porte sur le rôle des femmes dans la société, et comment certaines choisissent de défier les préjugés et l'oppression et devenir un modèle pour toute la société.

Des épisodes de la série sont écoutés collectivement, puis suivis d'un débat sur les situations présentées dans la série, les choix et les comportements des personnages.



PROCESSUS ET REALISATIONS

Pour commencer, il était question de constituer l'équipe de facilitatrices et facilitateurs chargés de l'animation et de la constitution des groupes d'écoute et de comparaison. A partir de septembre 2015, l'AFTURD a désigné 06 facilitatrices et facilitateurs et 05 supporters qui avaient la tâche d'assister les facilitatrices/teurs pour le bon déroulement des séances d'écoute. 6 groupes d'écoute à raison de 15 participant-es par groupe d'écoute ont été formés. Les groupes se localisent dans 3 régions de la Tunisie : Le Kef (Abida et Sers), Jendouba, avec 2 groupes, et grand Tunis (Hamam-lif et le Bardo). Chaque groupe d'écoute est géré par un facilitateur et un accompagnateur durant 12 séances d'écoute hebdomadaires. Pour chaque groupe, le nombre total de participants est de 22 personnes parmi lesquels a été sélectionnée aléatoirement la liste des 15 personnes qui ont participé à l'écoute et celle des 7 personnes qui ont participé au recensement (au début et à la fin du processus). L'intervention dans les régions ne pouvait se faire sans le partenariat des associations locales : « Massarat Nissaia » à Jendouba, « Enfant et Communication » au Kef, UTSS et GDA des femmes agricultrices au Sers.

Au cours des séances d'écoute et de débat, l'équipe qui gère le groupe est tenue à repérer les changements de perceptions, d'attitudes, de normes et de croyances des participants-es. Les récits de changements les plus marquants et les plus profonds sont sélectionnés et rédigés suite à des interviews avec les participant-es concernés.

RESULTATS



63 participant-es



58 séances d'écoute



Durée moyenne
d'une
séance = 2 heures

- Constitutions de groupes d'écoute et de comparaison de différentes régions de la Tunisie dont le profil économique et social est différent.
- Participation des femmes et des hommes aux séances d'écoute et de recensement
- Adoption d'une méthode scientifique et rigoureuse dans le choix des participant-es et contribution de l'AFTURD dans l'élaboration d'un outil de collecte de données qui corresponde le plus au contexte tunisien et qui a porté sur les perceptions et les attitudes des individus sur les questions Femmes
- De violences et d'égalité entre les sexes lequel a été utilisé pour questionner les participant-es et Identifier les changements.
- Réalisation de récits /histoires de changement qui mettent en évidence l'intérêt d'une approche qualitative dans l'identification et l'analyse des changements dans les perceptions, les représentations et les attitudes des participant-es
- Importance de l'approche ludo-éducative comme stratégie d'influencing et de sensibilisation

ESPACE TAMKIN POUR L'HEBERGEMENT ET L'EMPOWERMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE

EQUIPE DU PROJET

Bénévoles:

Salwa Kennou, Malika Horchani
Mounira Hammami,
Zohra Bouguerra, Dorra Mahfoudh,
Moufida Abbassi, Radhia Bel Haj Zekri,

Staff :

Aïcha Fathallah, Héra Ben Yahmed,
Lobna Romdhane, Haïfa Mohamed,
Ilhem Kaouech
Marwa Brinis, Fatma Zahra Ibrahim,
Fatma Mannai, Khadija Souissi,
Rihab Romdhane, Imen Ben Hamed,
Aroua Bouzid, Gada Barbary,
Nabiha Saidi, Islam Abdouli,
Wafa Bouïssa



L'expérience du terrain a montré que les centres d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des femmes victimes de violences (FVV) se trouvent confrontés à un moment donné à une forte demande de services urgents à laquelle seul un centre d'hébergement pourrait répondre.

L'AFTURD dans son engagement contre les violences basées sur le genre a vu opportun de renforcer son intervention dans ce domaine et d'entamer en partenariat avec le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance (MFFE) un projet pilote d'hébergement et d'empowerment des FVV.

C'est dans le cadre d'une convention avec le MFFE que l'AFTURD gère le centre EL AMEN pour la protection des FVV connu sous le nom de TAMKIN et relevant de ce ministère. Ce centre bénéficie d'une subvention de l'Etat.

MISSION DE TAMKIN

Cet espace a pour mission d'offrir aux femmes victimes de violence et à leurs enfants, un espace de vie sécuritaire et accueillant ainsi qu'une gamme de services qui les aident à se reconstruire, à renforcer leurs capacités et à reprendre le contrôle de leur vie.

SERVICES

TAMKIN a une capacité d'accueil de 30 personnes ; il a ouvert ses portes en mars 2016. Il offre ses services à toute femme victime de violence (seule ou accompagnée d'enfants) quelque soit son âge et sa situation matrimoniale. Il est composé d'une équipe pluridisciplinaire qui assure une gamme de services selon une approche globale, cohérente et fondée sur les droits humains: écoute et accueil,

hébergement, prise en charge médicale, psychologique et psychosociale, orientation juridique et prise en charge judiciaire, renforcement de l'estime et de la confiance en soi, accompagnement dans les démarches administratives, juridiques, médicales et de recherche de logement et d'emploi, sensibilisation et divertissement, aide à l'insertion socioprofessionnelle, prestations adaptées aux besoins propres des enfants accompagnant leur mère.

RESEAU DE PARTENAIRES ET D'INTERVENANTS AUTOUR DE TAMKIN

Partenaire principal :

Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance

Associations ;

Amal, Beity, ATFD, Femme et citoyenneté El Kef

Institutions :

ONFP, Ministère des Affaires sociales, Ministère de l'Intérieur /Unité de prévention sociale, Ministère de la Santé, Ministère de la Justice/Juge de la Famille, MFFE/Délégué de la protection de l'Enfance.

Organismes étrangers :

Conseil de l'Europe,
ASBL Solodarité Femmes-Belgique



THEME 3
Genre et empowerment économique

Centre Solidarité de Jendouba

**Centre Femme Solidarité :
soutien à l'inclusion et à l'économie
sociale dans le Gouvernorat de Jendouba**

EQUIPE DU PROJET

Faiza Ben Youssef,
Salwa Kennou,
Radhia Belhaj Zekri,
Dorra Mahfoudh,
Hanen Mahjoubi

PARTENAIRES

COSPE (Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti)
• Association Femmes pour le Développement et la Citoyenneté
• Association Enfants de mon pays
• Association des créateurs engagés pour une culture libre
• Commission Femmes de l'UGTT
• Association femmes rurales

PÉRIODE DE RÉALISATION

Mai 2012 Juin 2014

OBJECTIFS

- l'objectif général du projet est de lutter contre la marginalisation sociale, économique et culturelle des femmes des zones périphériques de la Tunisie
- l'objectif spécifique du projet est le renforcement du rôle social et économique des femmes en situation de précarité et de leur autonomisation à travers l'appui au réseautage associatif et à la micro-entreprise féminine dans le secteur de l'économie sociale et solidaire dans le Gouvernorat de Jendouba.

DÉMARCHE ET ACTIVITÉS

La réalisation des objectifs s'articule autour de 4 grandes actions :

- La mise en place d'un centre polyvalent ouvert et actif, en tant que pôle de réseautage et de débat, d'échanges, de participation à la vie civile et citoyenne, d'accueil, d'écoute et d'accompagnement d'orientation et formation technique et professionnelle pour femmes et groupes de femmes
- Des ateliers de formation en genre et citoyenneté, avec orientation aux droits sociaux, économiques et juridiques pour femmes et groupes de femmes.
- Une recherche-action participative avec l'implication des femmes et des groupes ressources pour l'identification :
 - Des zones sensibles
 - Des groupes de femmes à encourager
 - Des activités économiques à soutenir et à encadrer
- Création et gestion de micro-entreprises : sensibilisation, information et formation pour la constitution de « coopératives » de femmes dans l'économie sociale et solidaire puis Coaching pour le démarrage d'activités génératrices de revenus
-

La démarche globale du projet prend en compte une approche

- genre, transversale comme outil d'empowerment économique des femmes,
- participative,
- de développement communautaire,
- de mise en réseau,
- de développement durable et intégré.

RÉSULTATS DE CE PROJET

- Mise en place du centre polyvalent « RAYHANA » inauguré le 12 octobre 2013.
- Réalisation d'une recherche-action
- Des ateliers de formation et de sensibilisation en genre et citoyenneté, avec orientation aux droits sociaux, économiques et juridiques des femmes
- Mise en place de deux associations en zone rurale à El Feija autour d'activités génératrices de revenus Association « Hraier El Feija pour l'auto développement économique » Association « Femmes d'El Feija pour le développement » et soutien à l'Association « Sidi Bouzitoun » (Les activités mises en place s'articulent autour de l'écotourisme, de l'agroforesterie et de l'artisanat (savonnerie artisanale, apiculture, séchage des plantes aromatiques et médicinales, balisage d'un circuit éco touristique pour des randonnées en forêt)
- Mise en place de deux associations en zone urbaine Association Ryhana et Association Massarat Nissaia
- Organisation d'une journée de promotion des produits des femmes d'El Feija
- Intitulée « Partageons ensemble une journée verte avec les femmes d'El Feija » avec une exposition- vente des produits de terroir réalisés dans le cadre du projet par les 2 associations créées. Dimanche 27 avril 2014, au Parc National d'EL Feija (Gardimaou)
- Visite au Maroc pour échange d'expériences sur les coopératives sociales et solidaires de femmes (Mars 2014)



L'AFTURD accompagne les femmes d'El Feija

Projet d'économie sociale et solidaire avec les Femmes du Parc National D'El Feija

EQUIPE DU PROJET

Salwa Kennou et Faiza Ben Youssef

Objectifs généraux

Contribution à:

- La promotion de l'égalité de genre
- La lutte contre la pauvreté
- L'autonomisation économique des femmes en milieu rural

Activités économiques et culturelles développées

- Apiculture
- Distillation des PAM
- Fabrication de savon artisanal
- Restauration/accueil de visiteurs
- Agroforesterie
- Transformation agroalimentaire
- Organisation d'une journée verte et solidaire»
- Atelier d'expression (élaboration de maquette, dessin, chants....)
-

Pérennisation du projet

- Accompagnement des femmes à toutes les phases du processus;
- Soutien des femmes dans la création d'une association locale « Hrajer El Feija pour l'auto-développement»



2013



AFTUR

Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement
Espace TWIZA

MANSINAKOMCH



« Etats des lieux de la situation juridique des dossiers
des familles des martyrs et des blessé(e)s
et de la Révolution 2010 /2011 dans
le gouvernorat de Kasserine »

REPORTAGE SYNDIC L'APPREI DE

REPORTAGE SYNDIC L'APPREI DE



P.N.U.D.

THEME 4
Femmes et Justice

Justice transitionnelle

Etat des lieux de la situation juridique des dossiers des familles des martyrs et des blessé(e)s de la Révolution au Gouvernorat de Kasserine

EQUIPE DU PROJET

Salwa KENNOU,
Samia LETAIEF
Rabeb Oueslati

PARTENAIRES

PNUD

Le projet s'inscrit dans le cadre de la justice transitionnelle. Dans ce processus de transition, les dossiers des blessé(e)s et des familles de martyrs de la révolution sont classés par le gouvernement de transition comme dossiers prioritaires. Cependant les blessé(e)s et les familles des martyrs ainsi que leurs avocats sont exaspérés par la lenteur des traitements administratifs et judiciaires de leurs dossiers. Afin d'appuyer ce processus de Justice Transitionnelle, l'AFTURD dans son espace AFTURD-TWIZA à Kasserine, a mené une étude dans ce gouvernorat pour identifier la situation juridique des blessé(e)s et des familles de martyrs de la révolution dans cette région ainsi que leurs besoins en matière de justice. Cette étude servira d'outil de référence au gouvernement et aux autres parties prenantes pour régler les dossiers au moyen des mécanismes de la justice transitionnelle. La création d'une base de données exhaustive et assez complète facilitera l'accès à toutes les informations nécessaires de ces dossiers et servira de motivation aux autres régions pour suivre éventuellement la même démarche.

PÉRIODE DE RÉALISATION

2013/2014

OBJECTIFS

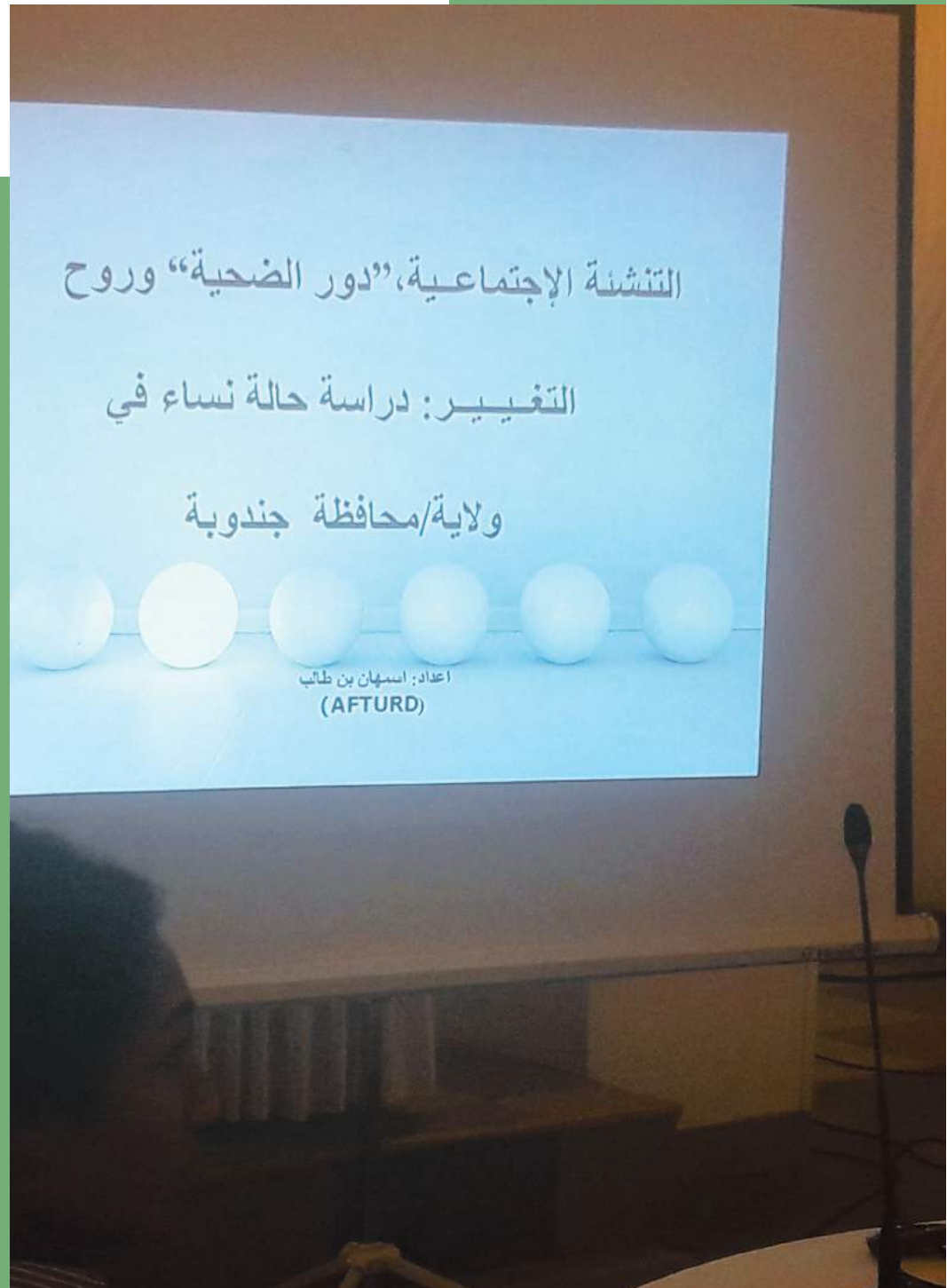
Objectif général

Soutenir les blessé(e)s et les familles des martyrs de la révolution à obtenir justice et connaître la vérité sur leurs dossiers à travers la mise place une base de données qui aidera les acteurs et les différentes parties prenantes à assumer leur mission et aussi à travers l'élaboration d'outils de sensibilisation et de plaidoyer pour activer le traitement judiciaire de leurs dossiers.

DÉMARCHE ET ACTIVITÉS

- Préparation de l'étude : Identification de la méthodologie et des outils, recrutement du personnel consultant et autres, formation des enquêtrices et enquêteurs qui sont de la région , ...

- Réalisation de l'étude : Enquête, interviews, saisie et analyse des données, rédaction du rapport final et de plaidoyer
- Réalisation d'un spot
- Diffusion :
 - Séminaires de présentation de l'étude et de ses résultats
 - Projection du spot à la télévision, lors des forums de la société civile organisés par le PNUD ainsi qu'à l'occasion de la célébration du 14 janvier.



THEME 5
Recherche et productions d'outils

RECHERCHE-ACTION JENDOUBA (Projet conjoint ATURD-COSPE)

EQUIPE DE LA RECHERCHE-ACTION :

Dorra MAHFOUDH, Radhia BELHAJ ZEKRI, Salwa KENNOU, Feiza BEN YOUSSEF, Hanen MAHJOUBI, Elodie GROSDENIER (Doctorante Université Bordeaux 3), Selma TRIKI, Sarah MOHSEN, Sawssen GHERIBI (Doctorantes Mastère d'Etudes féminines – ISSHS –Tunis)

Après le mouvement social de 2011, les nouvelles conditions sociopolitiques, favorisent le redéploiement des associations féministes et offrent des opportunités d'expression et de travail sur le terrain avec les femmes. C'est dans ce contexte que l'AFTURD s'est donné comme objectif de développer des projets qui associent réflexion et engagement militant, qui mobilisent le genre comme catégorie d'analyse et d'action. La recherche-action que nous présentons ici s'inscrit dans le cadre du projet «Centre Femme Solidarité: soutien à l'inclusion et à l'économie sociale féminines dans le Gouvernorat de Jendouba» mis en œuvre par AFTURD (Tunisie) avec la collaboration de COSPE (Italie) et financé par L'UNION EUROPEENNE. La conception du programme et de l'espace se basent principalement sur les expériences croisées des deux associations AFTURD et celle de l'Espace Tanassof» mis en place par l'AFTURD et celle de COSPE(Italie) et du Centre « Pas Légers » mis en place en Albanie. Les membres de l'AFTURD et Le Groupe des femmes de Jendouba ont été les acteurs principaux de cette initiative.

OBJECTIFS

En plus d'être à la fois une recherche et une action nous avons voulu que notre projet soit une recherche-action féministe : un but de connaissance tout en étant engagée dans une analyse de la société à travers les rapports sociaux de sexe⁷. Une recherche féministe c'est d'abord qui « sert la cause des femmes »⁸, dont l'objectif est d'abord la transformation des rapports sociaux de sexe . Une recherche-action féministe se caractérise par une double dimension : scientifique et politique. C'est une posture scientifique pour analyser les rapports sociaux de sexe, déconstruire le patriarcat et les stéréotypes de genre et un projet politique projet politique de transformation des rapports femmes –hommes

METHODOLOGIE

La méthodologie adoptée s'est basée sur les principes suivants : inclure les femmes comme véritables sujets de la recherche, reconnaître et intégrer le savoir basé sur l'action, adopter un processus démocratique, développer des relations fondées sur la confiance et sur l'engagement pour la cause des femmes. En plus des équipes des deux associations partenaires, le « Groupe de femmes » de Jendouba est constitué d'une quarantaine de femmes associées selon un processus de « boule de neige » et de cercles concentrique. Elles sont différentes par le profil professionnel, l'âge, le milieu (rurales et urbaines), le niveau de diplôme, mais partageant la même volonté de participation et d'autonomisation.

RESULTATS :

- Publication d'un ouvrage de 40 pages qui capitalise l'expérience : « Femmes de Jendouba. Recherche –action sur les pratiques d'inclusion et de solidarité » (AFTURD-COSPE, Décembre 2014)
- Des liens solides de coopération sont établis entre les expertes/ chercheuses du projet, les femmes-ressources de Jendouba (le « Groupe femmes »), l'équipe d'animation locale et les militantes des associations promotrices du projet, ainsi que divers acteurs locaux.
- une solide connaissance des représentations et des pratiques qui servent de base pour démarrer des projets concrets par l'AFTURD et/ou d'autres associations
- contribution de l'AFTURD à la création d'une dynamique locale associative autour de la cause des femmes et des jeunes en particulier
- Expérimentation par l'ATURD d'une nouvelle d'une approche prometteuse, celle de la recherche-action-féministe

Recherche: Egalité dans l'héritage

COLLECTIF 95 Maghreb Egalité

AFTURD - ONU Femmes

EQUIPE :

Alya CHERIF CHAMMARI, Raoudha GHARBI, Dorra MAHFOUDH DRAOUI, Souad TRIKI, Selma ZOUARI, Emna ZAHROUNI, Moez EL ELJ

Les femmes tunisiennes assument aujourd'hui la responsabilité de la famille au même titre que les hommes et, parfois, elles sont seules à l'assumer quand elles sont chef de famille. De ce fait, le système successoral inégalitaire n'a plus de raison d'être puisqu'il est remis en question dans ses fondements mêmes. De plus, dans le contexte de la mondialisation et de ses retombées économiques et sociales (perte d'emploi, chômage, précarité, etc.), les femmes, bien que plus exposées à la pauvreté, continuent à assurer une large partie des dépenses de la famille, sans toujours accéder aux ressources nécessaires pour ce rôle. Partant de ce constat les militantes et expertes du CME 95, dont l'AFTURD est composante et point focal en Tunisie a engagé en 2010 une recherche qui servirait de base à des actions de plaidoyer pour changer la législation successorale inégalitaire.



EGALITÉ DANS & AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FEMMES L'HÉRITAGE

- Cadre juridique, Perceptions et Pratiques Sociales
- Les enjeux économiques
- Enquête : Attitudes et comportements économiques

مجموعة 95
المغاربية من أجل المساواة
COLLECTIF 95
MAGHREB EGALITE



OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

Le but est de mener une recherche pluridisciplinaire portant sur le rapport entre l'égalité entre les femmes et les hommes en matière d'héritage et l'autonomisation économique des femmes. Elle porte sur trois composantes/ études complémentaires :

Une analyse du cadre juridique et du dispositif institutionnel en vigueur en Tunisie, ainsi que ses transformations entre 2006 et 2011, un état des lieux des changements intervenus dans la législation et la jurisprudence, la perception de l'égalité successorale par les acteurs judiciaires (juges, avocats et notaires, concernés par la mise en œuvre de la loi en la matière), par les acteurs politiques (les partis politiques) et par les acteurs de la société civile (les associations de femmes et de droits humains) La 2^{ème} étude porte sur le coût économique et social de l'inégalité successorale et a fait l'objet d'une étude économique qui a analysé les évolutions de la famille, les changements du rôle économique des femmes et de leurs compétences dans la sphère publique et privée, ainsi que leur participation dans la constitution du patrimoine familial (acquisition, amélioration de l'habitat, équipement, etc.). La 3^{ème} a été une enquête quantitative portant sur les attitudes et les pratiques en matière d'égalité de l'héritage au regard de la contribution économique des femmes auprès d'un millier de tunisiens des deux sexes de milieu urbain et rural.

RESULTATS

Publication d'un ouvrage de 260 pages «Egalité dans l'héritage et autonomie économique des femmes» (Cadre juridique, perceptions et pratiques sociales ; Les enjeux économiques ; Attitudes et comportements économiques » (CME 95-AFTURD- ONU Femmes. Tunis, Novembre 2014

PROJET CONJOINT

AFTURD - Centre des Etudes Genre de L'universite de Lausanne (Ceg/Unil)

Genre, mobilisation citoyenne, engagement politique et mouvement transnational

EQUIPE :

Dorra MAHFOUDH , Sihem NAJAR, Med Ben Zina, Doctorant.e.s
Patricia ROUX, Amel MAHFOUDH, Olivier FILLEULE

Ce projet de recherche est conçu à l'occasion de l'organisation du forum social mondial qui a eu lieu à Tunis du 26 au 30 mars 2013. Un tel événement qui vise à « discuter de la situation internationale et de comment construire un «autre monde» » regroupe des acteur.e.s et militant.e.s œuvrant au sein des associations, des syndicats, des mouvements et des ONG des différents pays. L'objectif de ce projet est d'appréhender, dans une perspective genre, les réseaux et les trajectoires militantes et d'analyser la place des femmes et des revendications féministes dans la mobilisation politique transnationale. Le Forum social mondial de Tunis qui se situe après le mouvement social contestataire qui a secoué la Tunisie en Janvier 2011, constitue une opportunité pour mieux comprendre les motivations et les logiques des individus (tunisiens et non tunisiens) et des groupes porteurs de projets sociopolitiques et notamment de projet féministe ainsi que leurs divers « répertoires d'action ».

LES HYPOTHÈSES DE LA RECHERCHE

- 1-Le contexte post révolutionnaire serait une occasion favorable pour la « renaissance militante » des femmes qui agissent dans un environnement inégalitaire qui renforce la division politique et sociale du travail militant ;
- 2-L'engagement des femmes dans des mouvements politiques et citoyens internationaux serait largement orienté par leur action militante à l'échelle locale et nationale, ainsi que par leurs différents réseaux d'appartenance.

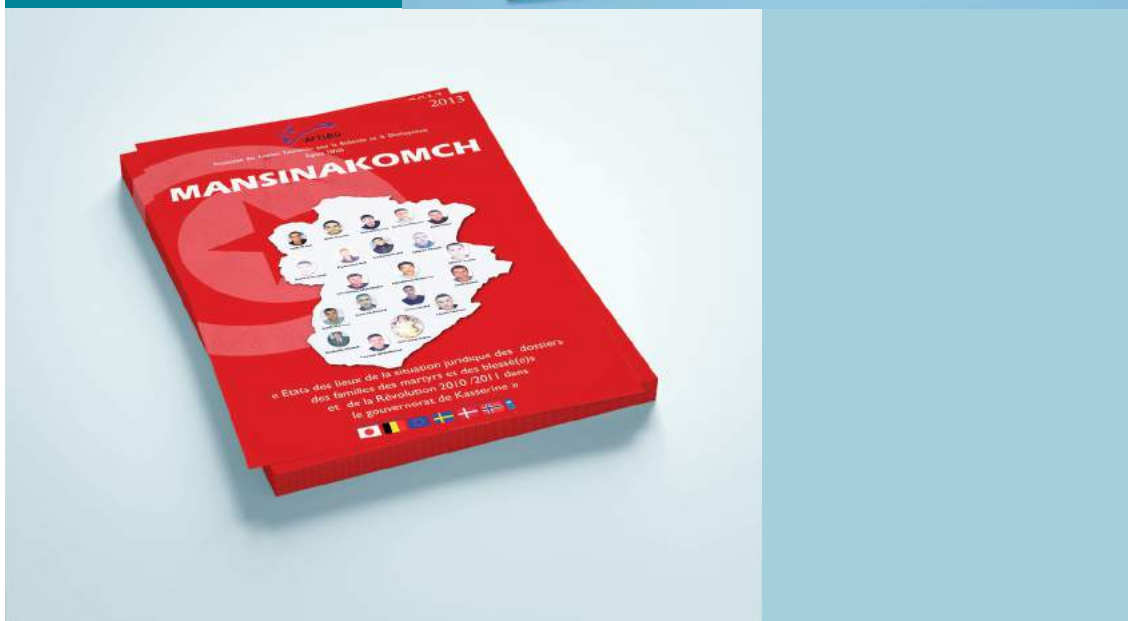
RÉALISATIONS :

Une enquête de grande envergure a été menée sur le suite du Forum Social Mondial 2013 (au Campus Farhat Hached) au cours du déroulement du Forum (dernière semaine du mois de mars 2013). Elle a porté sur 1300 participant.e.s et militant.e.s des divers pays présents au FSM. Les outils méthodologiques conçus dans la droite ligne de l'approche des mobilisations et des mouvements sociaux altermondialistes ont été conçu en collaboration avec des chercheur.e.s français et suisses. L'enquête de terrain a été menée par une quarantaine d'étudiants/enquêteurs et une dizaine de superviseurs. Le pilotage de l'enquête a eu lieu au CREDIF, à l'ATURD et à La Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (une convention a été signée a cet effet). La saisie des données a donné lieu à un premier tria à plat et des résultats préliminaires en cours d'analyse.

PERSPECTIVES

Il est prévu pour la vérification des hypothèses de la recherche de faire des tris croisé et des analyse statistiques approfondies (analyse factorielles, typologies, etc.). Des ateliers de confrontation des résultats sont prévus au début de l'années 2017. Ils seront suivis par une publication et un séminaire de présentation publique

Documents et ouvrages imprimés





NOS PARTENARIATS

LES CONVENTIONS

Pour renforcer son partenariat avec les institutions et les ONG, l'AFTURD a signé un certain nombre de conventions avec :



Centre Africain
de perfectionnement
des Journalistes
et des Communicateurs
Mars 2016

Women International
League for Peace and
Freedom (WILPF)



Ministère
de l'Éducation
Juillet 2016

الجمهورية التونسية



وزارة التربية

Office National de la
Famille
et de la Population



الديوان الوطني للأسرة والعمران البشري
OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA POPULATION

Ministère de la Femme,
de la Famille et de
l'Enfance



LES RÉSEAUX ET LES COALITIONS

L'AFTURD est membre de plusieurs coalitions nationales et réseaux et internationaux qui oeuvrent pour :

- les droits humains(Euro-med rights et plusieurs réseaux et coalition d'OSC tunisiennes de défense des droits sociaux, économiques, politiques et culturels..)
- la justice transitionnelle (Coordination nationale indépendante pour la justice transitionnelle),
- l'abolition de la peine de mort, (Coalition Tunisienne contre la peine de mort
- la lutte contre les VFF (Coalition d'associations Tunisiennes pour l'adoption de la loi intégrale sur les violences faites aux femmes)
- l'égalité et renforcement du rôle des femmes dans la société (IFE-EFI)

Un réseau pas comme les autres...

L'AFTURD est depuis avril 2014 membre de Initiative féministe euro- méditerranéenne (IFE-EFI). Comme son nom l'indique, ce réseau regroupe des ONG des deux rives de la Méditerranée. Ce réseau, fondé sur le principe de l'universalité des droits des femmes s'attache à développer des analyses communes et à œuvrer à :

- contribuer à faire évoluer l'Histoire des femmes par-delà les différences et la diversité des contextes ;
- promouvoir dans l'espace politique Euro-Méditerranéen les valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes et faire reconnaître le droit fondamental des femmes à la pleine citoyenneté et à l'égalité ;
- contribuer à mettre en évidence et à déconstruire le modèle de domination patriarcale ;
- développer des actions communes basées sur la solidarité mutuelle pour renforcer les valeurs d'universalité des droits des femmes, de non-violence, d'anti militarisme, et promouvoir la séparation entre la religion et les sphères législative et politique ;
- analyser et affronter ensemble les obstacles aux droits des femmes dans la région Euro Med : conséquences de la crise économique en Europe, de la montée des intégrismes religieux et des courants conservateurs, des transitions politiques dans le monde Arabe et de la poursuite de l'occupation Israélienne;
- renforcer l'égalité des sexes et les droits des femmes en prenant appui sur les instruments internationaux et régionaux (la CEDAW, la Résolution 1325 et les Conclusions de la réunion des Ministres Euro Med, Paris 2013, sur le renforcement du rôle des femmes dans la société.

Un projet pas comme les autres...

Un des projets phares de IFE-EFI est le Projet euro- med. consacré à l'examen des recommandations de la 3ème. conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur le renforcement du rôle des femmes dans la société tenue à Paris en 2013.

Cette importante conférence a souligné l'importance de ce processus en particulier dans le contexte actuel de transformations politiques dans les pays du Sud de la Méditerranée, processus dans lequel les femmes jouent un rôle crucial. En décembre 2015, L'initiative Féministe EURO-MED (IFE) a été sollicitée par la Commission européenne pour mettre en œuvre un projet appelé « Plateforme régionale sur l'égalité de genre », sa finalité étant de renforcer la coopération Euro-med à travers le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée et l'échange de bonnes pratiques. Ces échanges impliquent tous les acteurs (institutionnels, experts, réseaux associatifs..) qui oeuvrent pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes notamment en Tunisie, Maroc, Algérie, Liban, Jordanie, Egypte et Palestine. Les activités du projet consistent en l'organisation de deux (2) rencontres régionales, de treize (13) rencontres nationales et d'un forum de la société ci-

vile sur les droits des femmes dans la région Euro-med avant la tenue de la 4ème. Conférence ministérielle prévue en 2017.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Inciter les acteurs de la société civile à exploiter et à mettre en œuvre les recommandations de la 3ème. conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur le renforcement du rôle des femmes dans la société
- Impliquer les décideurs politiques, les responsables du secteur public et les associations féministes ou autres dans un dialogue national portant sur le renforcement du rôle des femmes dans la société.
- Engager un processus de dialogue au niveau des pays des deux rives de la Méditerranée

Activités réalisées dans le cadre de La Plateforme régionale sur l'égalité de genre :

Deux conférences régionales (une à Amman et une au Caire) ont été consacrées à l'examen des défis liés à l'application des conclusions ministérielles et ont permis d'engager un dialogue fructueux entre des experts, des décideurs politiques, des représentants de ministères, des pays ainsi que des ambassadeurs de l'UE de chacun des pays concernés.

Dans chacun de ces pays des rencontres nationales au Liban, Palestine, Egypte, Algérie, Maroc et Tunisie se sont penchées sur le suivi des recommandations de la rencontre de Amman et du Caire

La rencontre qui s'est tenue à Tunis les 27 et 28 Mai 2016 a permis de rappeler les conclusions de la 3ème. Conférence interministérielle Euro- méditerranéenne sur le « Renforcement du rôle des femmes dans la société» et de répondre à des questions essentielles relatives à trois axes prioritaires , pour chaque problématique des actions prioritaires ont été définies.

Axe 1 -Droits politiques et participation des femmes dans la vie publique

- Assurer le suivi autour des lois sur les élections les collectivités locales afin de d'inscrire le principe de la parité verticale et horizontale
- Poursuivre la campagne de sensibilisation et d'information pour garantir la participation effective des plus larges catégories de femmes en tant qu'électrices et candidates
- Mettre à leur disposition les guides et supports d'information nécessaires pour rendre acces-

sibles les différentes procédures

- Réactiver les réseaux existants pour se partager les tâches sur les plans de la logistique, l'encadrement, la sensibilisation, et de la préparation commune au monitoring des élections du point de vue du genre

Axe 2- La lutte contre toutes les formes de violences à l'encontre des femmes et des filles

- Assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes dans toutes ses composantes législatives, de prévention, de prise en charge et de collecte de données

-Maintenir la pression pour accélérer la promulgation d'une loi intégrale sur la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles, acceptable et répondant aux exigences des composantes de la société civile

- Faire pression pour le retrait de la notification générale maintenue par la Tunisie après la levée des réserves sur certaines dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Informersur la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention de la violence à l'égard les femmes et de la violence domestique, plus connue sous le nom de la Convention d'Istanbul, en vue de sa ratification

-Renforcer le rôle du collectif national qui œuvre pour la promulgation d'une loi intégrale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans le but de soutenir la mobilisation nationale, régionale et internationale sur les activités mentionnées ci-dessus

Axe 3- Le rôle de l'école et des médias dans le changement des représentations et des attitudes en faveur de l'égalité

- Assurer un suivi par les associations de femmes du processus de réforme du système éducatif et participer aux commissions de réflexion sur l'école avec les autres organisations de défense des droits humains afin de contribuer par des propositions et autres alternatives à tous les niveaux des décisions concernant le système éducatif

-Assurer le suivi des activités de la Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle et du Syndicat des journalistes afin d'établir une tradition de consultation respectant l'approche genre dans la couverture médiatique de la presse écrite et des organes d'information audiovisuels

AFARD

Association des femmes africaines pour la recherche et le développement

Missions et Objectifs :

L'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) est une organisation continentale créée en décembre 1977 par des chercheuses et militantes africaines animée par la volonté de décoloniser la recherche africaine de l'analyse ethnocentrique occidentale, qui ne reflétait pas les réalités des conditions et de l'engagement des femmes dans les processus de développement du continent. La rencontre initiale de 1977 à Dakar qui a consacré la naissance de AAWORD/AFARD faisait suite à la réunion consultative de Lusaka (Zambie) tenue en Décembre 1976 qui avait pour objectif principal de permettre aux femmes africaines de définir des programmes de recherche féministe critique, de plaider et de formation. L'AFARD regroupe aujourd'hui des chercheuses féministes de 22 pays (dont la diaspora de 2 pays non africains) et a produit de nombreuses publications. Un bulletin « ECHO », maintient le lien et le partage des informations et expériences des femmes des différents pays africains. L'AFARD a des activités de recherche, de formation et de plaider. Les jeunes femmes constituent une cible majeure de cette organisation.

Des chercheuses de l'AFTURD ont dès le départ fait partie de cette initiative et l'AFTURD est née de la rencontre entre le mouvement féministe autonome tunisien et les militantes tunisiennes membres de l'AFARD. L'AFTURD est une association autonome mais a des relations fortes avec l'AFARD.

Domaines d'intervention et publications

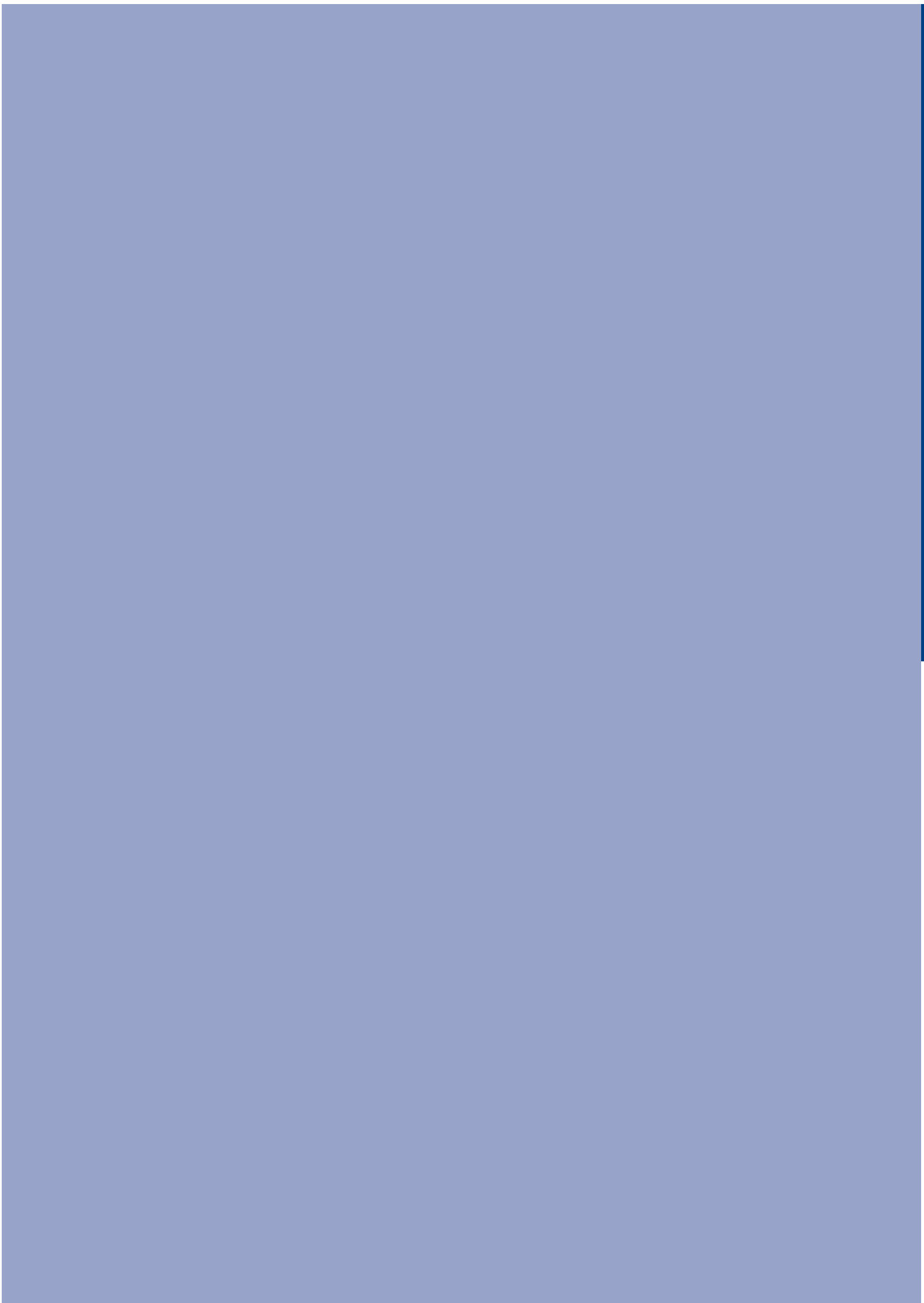
Les domaines d'intervention aussi bien par les recherches, les formations ou les actions de plaider auprès des décideurs au cours des dernières années sont : Genre et justice économique, Violence basée sur le genre, Migration, Changement climatique

Au cours de ces dernières années, a organisé plusieurs formations et lancé des recherches. Parmi les thèmes importants traités sous forme de recherches transnationales et comparatives qui nous citons : « Genre et participation politique en Afrique » (2010), les perceptions et représentations des africains et africaines de l'égalité hommes-femmes » (2007), « la perspective genre dans les politiques de l'Organisation Mondiale du Commerce et les Accords de Partenariat Economique » (2015) « Citoyenneté et autonomisation des femmes : obstacle et défis (oct. 2015).

La programmation des activités est initiée par les structures élues: le Comité Exécutif (Salwa Kennou est trésorière dans ce C. E.) et le Comité scientifique (Dorra Mahfoudh est Présidente du Comité scientifique)

AFTURD a été représentée dans différentes rencontres et manifestations internationales:

Date et lieu	Événement	Partie invitante et/ou finançant la participation
Amman 2013	Atelier de formation sur le leadership transformateur	OXFAM
Tunis 2013	Forum Social Mondial	AFTURD
Espagne – région Navarre 2014	Projet: « Elles décident, les droits des femmes dans le printemps arabe »	ACPP
Copenhague 2014	Visite d'étude « Femmes victimes de violence »	DANNER
Rabat 2014	Session maghrébine de formation : Femme et participation politique	ADFM
Bruxelles 2014	Création Initiative Féministe Euro- med	Union Européenne
New York 2014	CSW 58 Organisation d'un atelier sur « Observation et analyse des disparités de genre dans le suivi des OMD : quelles pistes pour l'après-2015 ? » en partenariat avec : AFARD, Genre en action et ICAE	ONU femmes et OXFAM
Lyon 2014	Semaine de solidarité internationale : Invité d'honneur La Tunisie	Métropole de Lyon
New York octobre 2015	Forum de la paix 15ème anniversaire de la résolution 1325	
Amman 2015	Lancement du projet Edutainment	OXFAM
Tbilisi, Georgie October, 2015	AMAL Exchange Visit to Gender Justice	OXFAM
Montréal-Canada 2015	Programme International de Formation en Droits Humains	EQUITAS
Copenhague 2015	Visite d'étude « Femmes victimes de violence »	DANNER
2015, Montréal-Canada	Programme International de Formation en Droits Humains	EQUITAS
Tunis 2015	Forum Social Mondial	AFTURD-GCI-DANNER
Istanbul	International civil society action network	réseau ICAN
Amman 2015	Future Starts Now Project for creating Safe Spaces	OXFAM
Canada - Montréal 2015	IX ICAE World Assembly/10ème Assemblée mondiale pour l'éducation des adultes Présentation d'une communication sur la lutte de la SC féministe et progressiste pour la constitutionnalisation des droits des femmes en Tunisie	ICAE
Maroc – Marrakech	Forum Mondial des droits humains	OXFAM
Beyrouth, 2015	Stratégie Justice de Genre dans la région MENA	OXFAM
Montréal-Canada 2015	Programme International de Formation en Droits Humains	EQUITAS
Caire	Programme International de Formation en Droits Humains	ONG sénégalaises
Casablanca 2016	Deux séminaires sur l'intégration maghrébine	FTDS/ FMDE
Le Caire 2016	Réseau IFE : Conférence régionale Renforcement du rôle de la femme dans la société	IFE - UE
Espagne – Région Extremadura 2016	Projet: « Elles décident, les droits des femmes dans le printemps arabe »	ACPP
Valence (Morelle) 2016	Programme d'Echanges «Elles choisissent"»	ACPP
Madrid octobre 2016	Réseau IFE-EFI	Union Européenne
Beyrouth Novembre 2016	Plate forme régionale « Genre et égalité » Préparation de la 4ème. Conférence interministérielle sur Renforcement du rôle de la femme dans la société	IFE - UE
Strasbourg Novembre 2016	Forum mondial de la Démocratie « Que peut l'Education » ?	Conseil de l'Europe
Belgique – Bruxelles	Visite d'échange d'un refuge pour femmes battues	Conseil de l'Europe – asbl Solidarité femmes



POUR NE PAS OUBLIER

- Pour celles qui nous ont quittées
- L'AFTURD fête ses 25 ans de combat

HOMMAGE

HOMMAGE à Naima Yousfi

**Organisé par
L'AFTURD et L'Espace Tanassof (AFTURD) en col-
laboration avec L'LTDH Section de Sfax avec la
participation de ses ami(e)s, avec ses enfants**



Naïma, parcours d'une militante discrète. Naima Hammami Yousfi est née le 28 décembre 1953 à Sfax, après des études secondaires au lycée Majida Boulila de Sfax, elle obtient son baccalauréat en juin 1974.

Elle entame des études en Histoire à la faculté des sciences humaines et sociales, 9 avril, des études qu'elle arrête pour rejoindre l'enseignement comme institutrice à l'association tunisienne d'aide aux sourds à Sfax depuis 1977.

En 1989, elle pilote et gère la création d'une section de l'association tunisienne d'aide aux sourds à Sidi Bouzid. Elle est également à l'initiative de la construction de l'école des sourds à Sidi Bouzid. En 1993, Naima devient membre de la section de la ligue tunisienne des droits de l'Homme de Sfax.

Entre 1996 et 2000 elle suit un cycle de formation en psychanalyse, somatothérapie à l'école Européenne de Psychothérapie, Socio et Somato-analytique à Strasbourg en France.

Depuis 1999, elle est membre de l'association internationale de psychologie analytique. En 2000, elle crée la section tunisienne de cette association. En 2001, elle obtient une maîtrise en psychologie de la faculté des sciences humaines et sociales, Bd 9 avril. En 2002, elle obtient un D.E.A en psychologie.

Entre 2003 et 2009, Naima assure la direction de l'école des sourds à Ariana.

Expert en développement personnel, dans la gestion du stress et des conflits, Naima est sollicitée par divers organismes étatiques et privés pour assurer :

des formations aux personnels des services d'urgences des Hôpitaux de Tunis

en 2001, aux inspecteurs du Primaire et du secondaire au «CENAFFE» centre national de formation des formateurs en éducation de 2003 à 2007, aux Parents d'enfants sourds et au personnel éducatif à l'association Tunisienne d'aide au sourds de 2004 à 2008, aux enseignants et conseillers pédagogiques aux directions régionales de l'enseignement à la Manouba et à Tunis de 2006 à 2008 et aux psychologues du Ministère de la femme de 2006 à 2007.

Entre 2007 et 2013 a assuré une permanence d'écoute d'assistance psychologique et d'accompagnement des jeunes filles et des femmes à l'Espace Tanassof (AFTURD)

Après la révolution elle a assuré l'écoute et l'accompagnement des familles des martyrs de la révolution à Kasserine

Naima nous a quittés le 13 mars 2015 après un long et courageux combat contre la maladie



Adieu l'amie, Adieu Naima,
Tu es partie un peu trop tôt, un peu trop vite..
Toi qui savais donner sans rien attendre en retour, toi qui savais plus que tout consoler, écouter, trouver la parole juste, la parole qui guérit..Toi dont le courage et la force d'âme sont admirables. Toi qui savais marcher dans l'obscurité et trouver à chaque fois le filament de lumière pour t'en sortir. Toi qui t'es battue comme une louve contre les aléas de la vie, qui as réussi à construire tant de belles choses à partir de presque rien. Toi la battante, la douce, la tendre, qui aimais tant la vie, repose en paix, tu resteras toujours vivante dans nos cœurs..

Rajah Fenniche

Adieu Naima
Mère aimante et forte, tu as œuvré avec acharnement et clairvoyance pour que tes enfants ne puissent jamais ressentir le vide qu'a laissé le départ de leur père Lamine Yousfi parti trop tôt. C'est à ton tour, hélas, de quitter ce monde non sans avoir imprégné ton entourage de ta douceur, de ta sensibilité profonde et de ta ténacité. Repose en paix Chère amie toi qui as su écouter pour soulager et donner paix et sérénité, à ceux qui ont sollicité ton écoute.

Radhia Belhaj Zekri

Ce n'est pas un vœu
Chère amie Naima, repose en paix! Ce n'est pas un vœu. C'est une attestation!
Car, s'il y avait une planète de la paix et qu'elle n'accepterait qu'un seul être, cet être serait toi. Toi, avant même les fleurs et les oiseaux, avant les saints et anges. La paix, tu en as tant donné aux autres: à tes patients en tant que psychologue, à nous, tes amis et ta famille. Tu étais notre baume et notre oasis. Ne raccroche pas chère amie, j'ai encore tant de chose à te dire

Mahboubia Saï Tlili

Naïma, la militante discrète est partie
Naïma était une grande dame dont doit s'honorer la Tunisie; discrète, elle était fortement engagée auprès des catégories sociales défavorisées. La Tunisie perd une grande militante. Tarek Ben Hiba et Moncef Guedouar (FTCR)

SAYIDATI !

A Naima Yousefi notre chère amie ! Grande dame pleine de courage, de persévérance, d'abnégation, d'amour Avec ton sourire, tes mots, tu as su donner la vie, l'espoir, le courage à tous ceux qui ont croisé ton chemin ... toi qui as soufflé dans les âmes affaiblis, la vie et la volonté, tu t'es éteinte, trop tôt !....Tu es unique SAYIDATI, inoubliable tu le resteras

Jamila Chaari

بكل سكينه وبدون اي ضجيج و دون أن تترك لنا
رسالتها الأخيرة، فارقتنا نعيمة اليوسفي رائدة علم
النفس التحليلي، المناضلة حبيبة الفقراء و الفقيرات،
منجدة المظلومات و معاضدة الكريمات، عاشقة
الجمال و الحياة بعد صراع طويل مع المرض.
لعائلتها و أصدقائها و رفاقها جميل الصبر والسلوان.
أحمد بن مسعود

HOMMAGE

HOMMAGE à Feiza Skandrani



Cette militante était profondément engagée dans toutes les questions ayant trait à la citoyenneté et impliquant les droits démocratiques aussi bien des femmes que des hommes. Elle était un membre actif du bureau directeur de l'AFTURD.

Titulaire d'une maîtrise de français, elle a enseigné dans plusieurs institutions. Son goût pour la recherche scientifique et pour les études d'une façon générale ne s'est jamais démenti... Exhortant les parents à s'investir dans une éducation privilégiant le culte du savoir, elle leur lance cet appel: « Semez l'amour des livres, de la lecture dans le cœur de vos enfants ... Vous en ferez des êtres cultivés et civilisés ... Donnez-leur le goût de l'effort et non celui du gain facile. »...

52

Un profond sentiment patriotique animait Faiza Skandrani qui se souciait au plus haut point de la place dévolue à la femme tunisienne dans la nouvelle constitution. Consciente de toutes les menaces qui guettent des droits durement arrachés, elle a pris l'initiative de créer en avril 2011 l'association Egalité et Parité en vue de défendre les acquis de la femme tunisienne et de les faire progresser. Faisant de la parité son cheval de bataille, elle a incité les femmes à se présenter aux élections législatives et a lancé un appel afin de rassembler 1000 CVs de femmes appartenant à divers milieux professionnels. ...

Notre amie Faiza n'est plus mais son ombre plane partout où elle est passée et nous rappelle à son souvenir. Nous, ses amies, la revoyons, prenant la parole dans les réunions de bureau ou dans les AG à l'AFTURD, avec son air déterminé, ses mots qui sonnaient toujours juste, sa clairvoyance et son esprit critique. Nous la revoyons à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, avec son sourire chaleureux et réentendons ses propos qui gravitaient toujours autour de la littérature, de la vie culturelle ou de la situation politique qui prévalait dans le pays.

Faiza nous a appris qu'il ne suffisait pas de construire des ponts, mais qu'il fallait savoir les traverser.

Elle nous manque. Qu'elle repose en paix !

Amel Fakhfakh

HOMMAGE Fatima Mernissi

Fatima Mernissi (1940-2015) : la lutte pour un féminisme sans tutelle

Par Dorra Mahfoudh Draoui¹

*Fatima Mernissi (à gauche) et Dorra Mahfoudh Draoui lors du vernissage du livre *Tunisiennes en devenir*, en 1992, au siège de l'AFTURD, à Tunis.*



J'ai connu Fatima Mernissi en 1976, à Wellesley, lors d'une grande rencontre de chercheuses et activistes féministes venues du monde entier. Elle m'a impressionnée par son audace : sa thèse de sociologie traitait d'un sujet jusque-là tabou pour nous, les femmes, celui de la sexualité féminine.

Ce fut l'objet de son premier ouvrage, *Sexe, Idéologie, Islam* (Paris : Tierce, 1983), publié d'abord aux États-Unis en 1973 sous le titre *Beyond the veil*. Durant cette manifestation, les débats qui nous ont réunies avec d'autres féministes, en particulier avec Nawal Saadawi² et Marie-Angélique Savané³, ont constitué un tournant dans nos parcours militants. Nous avons pris conscience d'une double aliénation dont il fallait s'émanciper : aliénation par rapport au processus historique qui a instrumentalisé la religion (en l'occurrence l'islam) pour asservir les femmes et aliénation par rapport aux préjugés ethnocentristes et coloniaux de l'Occident, y compris des chercheuses qui, consciemment ou non, ont figé le statut des femmes des sociétés arabomusulmanes en niant les luttes de celles-ci et l'évolution des pratiques (une plus grande émancipation des femmes par la scolarisation, le travail salarié et la participation politique)⁴. Depuis ces années 1970 qui, au Maghreb, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ont vu l'émergence d'un mouvement des femmes plus structuré, Fatima Mernissi a beaucoup contribué à ce que les femmes de ces différentes régions tissent des liens, que ce soit au niveau militant ou dans la recherche. Elle nous a fourni des outils particulièrement précieux en matière d'écriture et d'analyse – «deux instruments exclusivement masculins » qu'elle a

développés pour transmettre l'histoire des femmes qui, à l'instar de celle des pauvres et des paysannes, est oubliée dans l'histoire officielle.

La mission de Fatima Mernissi était de déconstruire le discours dominant, « discours sonore » disait-elle, et de faire émerger les luttes cruciales des femmes en les incitant à briser « le silence ancestral ».

Convaincue de la force de l'écriture, elle engage les autres à écrire. Ce fut le cas avec les juristes des pays du Maghreb et la publication, en 1991, de trois ouvrages sur le statut juridique des femmes dans trois pays: La femme et la loi en Algérie (Noureddine Saadi), La femme et la loi au Maroc (A. Moulay Rchid), La femme et la loi en Tunisie (Alya Cherif Chamari

Pour nous, un des moments forts de l'influence de Fatima Mernissi fut l'atelier d'écriture qu'elle anima à Tunis en mai 1991, à la demande des féministes de l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement (AFTURD).

Nous voulions profiter de ce qu'elle avait développé dans ce domaine au cours des années 1980 au Maroc et de son engagement pour le droit à la liberté d'expression, qui l'a amenée à créer la collection Approches, dont la première publication fut Portraits de femmes : changements et résistances. Durant cet atelier, son talent, son enthousiasme et son humour ont marqué nos mémoires.

Ses questions étaient étonnantes – « L'écriture rajeunit-elle ? » – et ses arguments une véritable maïeutique pour mettre en récit notre vécu, dépasser nos blocages et nos contradictions et pour « faire le point sur quinze ans d'expérience féministe en Tunisie ». Un livre à plusieurs voix est né de cet atelier : Tunisiennes en devenir (Tunis : Cérès Productions, 1992. Tome 1 : Comment les femmes vivent ; Tome 2: La moitié entière). C'est avec émotion que je relis dans sa préface à ce livre les mots avec lesquels elle a présenté ma contribution à l'atelier : « Il fallait voir comment Dorra Mahfoudh Draoui nous expliqua d'une façon très convaincante que la cuisine entre bien dans l'analyse de l'idéologie, et que la façon dont nous nous empiffrons nous explique tout aussi bien que le discours politique le plus façonné ».

Fatima Mernissi nous a quittées le 30 novembre 2015. Elle a mené un combat par la pensée et par l'action, pour contester l'injustice et l'inégalité de genre, dénoncer le sexisme ordinaire, défendre les droits humains et la démocratie, et pour donner la parole aux femmes qui ne l'ont pas. Poursuivons le même combat pour nos idées, la dignité, la liberté, et pour que vivent nos rêves de femmes dans un monde meilleur.

HOMMAGE

Fatma Chamakh-Haddad

De Fatma à Fatoumette, Itinéraire d'une grande amitié

Hommage de Mounira Chapoutot-Remadi à Fatma Chamakh-Haddad

Je voudrais finir par ces vers d'Alfred de Musset « Quelque soit le chemin, quelque soit l'avenir, Le seul guide en ce monde est la main d'une amie ».

Tunis, le 7 juin 2013

J'ai connu Fatma Chamakh-Haddad, d'abord par oui-dire ! Eh ! Oui, nous avons tout d'un coup, alors que j'étais étudiante, appris que deux Tunisiennes avaient été reçues, l'une à l'agrégation de philosophie en l'occurrence notre regrettée amie et l'autre, à l'agrégation de mathématiques, Fatma Moalla. La nouvelle nous faisait très plaisir et nous en étions fières...

Quelques années plus tard en octobre 1967, j'entrais à la faculté des Lettres et Sciences Humaines avec deux personnes de cette même promotion des pionniers, Fatma Chamakh-Haddad et Hichem Djaït. Ils étaient mes aînés mais le hasard et le métier bien sûr, nous a réunis. Nous étions très peu de femmes surtout, cette année-là : trois en tout je crois, Fatma Haddad, Malika Horchani et moi-même.

Nous n'étions pas du même bord Fatma et moi. Elle était à l'UNFT et elle était également destourienne... Fatma par de-là l'UNFT, était engagée pour la cause des femmes, à l'UNESCO, au CREDIF, plus tard à l'AFTURD, dont j'ai été un des membres fondateurs ...

Fatma et moi, nous nous sommes rapprochées peu à peu au cours des années 1980. Nous avons constaté petit à petit que nous partagions les mêmes valeurs, que nous avons eu des parcours relativement comparables avec des parents qui avaient le même discours moderniste...

Je peux vraiment le dire l'estime et l'amitié se sont tissées lentement au fil du temps... Nous nous sommes retrouvées chez elle à la maison où nous discutons passionnément de tout : des livres, des idées, de la situation en Tunisie qui se détériorait lentement mais sûrement...

Notre dernière conversation est encore dans ma mémoire c'était peu de temps avant sa mort. Elle m'avait paru exceptionnellement, à l'écoute, disséquant tout, reposant des questions, demandant des éclaircissements...

C'est au fil d'une fréquentation plus assidue, plus continue qu'est née notre amitié affectueuse, qu'est née Fatoumette, ce surnom que j'avais inventé pour elle et qui lui faisait tant plaisir à entendre. Adieu Fatoumette, tu étais lucide et bien ta tête, seul ton corps n'a pas résisté.

HOMMAGE

HOMMAGE à Lilia Ben Salem

Lilia Ben Salem nous a quittées en janvier 2015



Sociologue émérite, elle a été une des premières adhérentes de l'AFTURD. Chercheur puis professeur de sociologie à la faculté des Sciences humaines de Tunis, elle a travaillé essentiellement sur l'analyse du changement social en Tunisie. Depuis la fin des années 1990, ses travaux concernent tout particulièrement, les femmes, la famille, l'éducation et la parenté.

A lire d'elle :

- «Recherches sociologiques et anthropologiques sur les Femmes en Tunisie depuis l'Indépendance», in CREDIF- Femmes tunisiennes et production scientifique. Tunis. 1997
- «Familles et changement sociaux en Tunisie» publié au CPU-2009-Tunis.

Avec Lilia Ben Salem nous avons eu à lutter avec force pour faire la jointure entre le savoir universitaire et la cause des femmes. C'était d'abord pour introduire (et faire reconnaître) dans la maîtrise de sociologie, le premier module sur la sociologie des rapports sociaux de sexe. Au cours des années 90 elle n'a pas hésité à s'engager dans une critique politique de la place faite aux femmes dans notre société. Nous avons eu à coordonner en tandem le groupe de recherche tunisien du réseau ISIS – Etudes des femmes/Programme Med-Campus qui a établi des ponts avec des universitaires féministes notamment celles du Groupe Simone organisatrice du colloque fondateur de Toulouse 95 sur la place des femmes dans les sciences sociales. Au cours des années 2000 elle assure avec d'autres universitaires féministes (Emna Ben Milied, Dalenda Larguèche, Alya Maouia, Dorra Mahfoudh et d'autres) un enseignement de sociologie du genre dans le Mastère d'Etudes Féminines à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines.

Dorra Mahfoudh. Novembre 2016

Je crois que ma première rencontre avec Lilia Ben Salem c'était lors du colloque sur « La non discrimination à l'égard des femmes » organisé en 1988 par l'UNESCO-CERP, où elle présidait la session « Pratiques du droit et discours identitaires », et dans laquelle j'intervenais sur « Le travail invisible des femmes ». Là, je commençais à découvrir la femme au-delà de son charme et de sa posture calme et paisible, par la pertinence de ses commentaires, la profondeur de ses analyses et de ses capacités de synthèse.

Dans les années 90, nous avons continué à nous croiser dans les séminaires et les débats sur la famille et les questions féminines. C'était au CREDIF lors des réunions du Conseil scientifique ou des comités de pilotage des différentes recherches du CREDIF.

Nous l'avons associée pour animer l'atelier de réflexion sur l'égalité dans l'héritage, que l'association a organisé au début des années 2000 avec des chercheurs (juristes, historien.ne.s, sociologues, anthropologues). Elle répondait par sa grande disponibilité et son intérêt vif pour la question. Elle nous a accompagné jusqu'à l'édition, qu'elle a marqué par une introduction au premier tome : Droit et société . « Egalité dans l'héritage, pour une citoyenneté pleine et entière. »

Après la publication de son dernier ouvrage sur la famille, elle a honoré l'Université Féministe Ilhem Marzouki de l'ATFD par une conférence inaugurale pour les formations de 2011, en partageant avec les jeunes et les invité.e.s de l'UFIM, le fruit de ses analyses. Lilia nous a aussi accompagnés dans plusieurs études de l'AFTURD et du Collectif 95 Maghreb Egalité. Lilia ne ménageait aucun effort et s'arrangeait tantôt en volant quelques moments pour participer à la réunion et donner son avis, tantôt, en lisant le document pour nous le renvoyer ensuite avec ses commentaires.

Avec toutes ses participations, ses contributions et ses productions, Lilia Ben Salem, malgré son départ restera toujours parmi nous.

Souad TRIKI



Lilia Ben Salem présidant l'atelier de présentation des résultats de la recherche maghrébine sur Les femmes diplômées au Maghreb avec à sa droite Malika Horchani, à sa gauche Dorra Mahfoudh-Draoui et Souad Triki (1994)

CELEBRATION du 25^{ème} ANNIVERSAIRE de l'AFTURD

25 ans

L'AFTURD fête ses 25 ans de combat



Samedi 24 janvier 2016, l'AFTURD a choisi de célébrer ses 25 ans d'existence au Club Tahar Haddad. Haut lieu au cœur de la Médina, chargé d'histoire mais aussi espace symbolique qui a abrité pendant plusieurs années les débats et analyses des premières militantes du mouvement autonome des femmes tunisiennes. Les militantes, les adhérentes et les ami-e-s de l'association se sont retrouvée-s dans une ambiance conviviale et chaleureuse.



Un hommage a été rendu aux quatre présidentes qui se sont succédé à la tête de l'association et ont continué à porter les valeurs de l'AFTURD et à contribuer à la pérennité de son combat en faveur de l'égalité. Merci, Malika Horchani, Dorra Mahfoudh, Souad Triki et Radhia Belhaj Zekri pour avoir insufflé à notre action énergie et détermination. Merci d'avoir ouvert la voie du militantisme et du féminisme aux jeunes et aux moins jeunes. Le poème suivant a été lu à l'occasion

HOMMAGE AUX PIONNIÈRES

Quand elles ont commencé
à poser les premières
pierres,
Pour un changement
salutaire,
Certains se sont étonnés !
« Est-ce des sorcières ?
Est-ce des guerrières ?
Ou juste des femmes au
bord de la crise de nerfs ?
C'est quoi, ces discours
incendiaires ?

Ces nombreux écrits
sectaires ?
Ces voix bizarres et
contestataires ?
Qui menacent un ordre
millénaire ? »

MAIS

Ces femmes, ces sœurs
Tout simplement, ont
décidé de faire la lumière
Sur nos droits égalitaires
Ce sont juste des
pionnières
Qui aspirent pour leurs
congénères
A une vie meilleure
A
Une citoyenneté
exemplaire.

Mounira HAMMAMI